

L'économie du Québec en 2003 et en 2004

L'année 2004 se caractérise par une modeste accélération de la croissance économique qui contraste avec le net ralentissement observé en 2003. Ainsi, le produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché, exprimé en termes réels, augmente de 2,3 % en 2004, après des hausses de 2,1 % en 2003 et de 2,7 % en 2002. Au Canada, le PIB en termes réels progresse plus vite qu'au Québec en 2004 (2,9 %) mais moins qu'en 2003 (2,0 %).

La croissance économique au Québec en 2004 est appuyée par la progression des dépenses personnelles en biens durables (3,6 %) et semi-durables (5,4 %), celle des investissements des entreprises en construction résidentielle (14,8 %), en machines et en matériel (12,4 %) et en stocks non agricoles. Elle est toutefois ralentie par la forte baisse du solde extérieur qui, parti d'un surplus en 2003, affiche un important déficit en 2004.

La création nette d'emplois s'élève à 60 800 (1,7 %), soit un peu plus que les 57 100 (1,6 %) emplois créés en 2003. Le nombre de chômeurs diminue de 24 300 et la population active¹ augmente de 36 600 (0,9 %). Dans ce contexte, le taux de chômage au Québec se situe à 8,5 % en 2004, contre 9,2 % en 2003 et 8,7 % en 2002.

La progression du revenu personnel disponible en dollars courants est de 3,7 % en 2004, tandis que l'épargne personnelle, qui s'élève à 3,4 milliards de dollars, chute de 28,4 %. Exprimé en termes réels², le revenu personnel disponible croît de 2,3 % en 2004, soit un peu plus qu'en 2003 (2,2 %).

L'évolution des principaux indicateurs économiques du Québec en 2004 s'inscrit dans un contexte où la croissance accélère au Canada et en Asie, alors qu'elle est lente en Europe, par rapport à 2003.

Le contexte économique international

Les pays de l'OCDE^{3,4}

Dans les 30 pays membres de l'OCDE, la croissance économique poursuit son affermissement en 2004 par rapport à 2003 et à 2002. En effet, pour

l'ensemble de l'OCDE en 2004, le taux de croissance du PIB en volume est estimé à 3,4 % en moyenne, comparativement à 1,9 % en 2003 et à 1,6 % en 2002. Le taux d'inflation moyen (2,4 %), mesuré par l'indice des prix à la consommation, est légèrement inférieur à celui de 2003 (2,5 %), tandis que le taux moyen de chômage se replie en 2004 (6,9 %) par rapport à 2003 (7,1 %), et qu'il continue à diminuer en 2005 (6,5 % en août).

L'évolution du PIB en volume est positive dans tous les pays de l'OCDE en 2004, ce qui s'était vu pour la dernière fois en 2000. Les plus fortes hausses du PIB ont lieu en Turquie (8,9 %), en Slovaquie (5,6 %), en Pologne (5,3 %) et en Islande (5,2 %), tandis que les plus faibles hausses sont enregistrées au Portugal (1,2 %), en Italie (1,3 %), en Allemagne et aux Pays-Bas (1,7 % chacun).

En Amérique du Nord, la croissance économique continue de gagner en vigueur au cours de l'année 2004, en regard de 2003, et elle repose largement sur la robustesse de la demande intérieure. La croissance est, en effet, stimulée par l'évolution de la consommation privée et de l'investissement en bâtiments résidentiels, tandis qu'elle est ralentie par la diminution du solde extérieur. Cette évolution a lieu dans un contexte d'inflation et de taux d'intérêt à la hausse – quoique à partir de niveaux très bas –, favorisé par les hausses de prix des hydrocarbures et d'autres produits de base.

En Asie, la croissance accélère au Japon (2,7 %) et le chômage s'y résorbe sensiblement en 2004 (4,7 %, contre 5,3 % en 2003) et durant les huit premiers mois de 2005. La demande intérieure progresse lentement en 2004, puis elle gagne en vigueur au début de 2005, tandis que la déflation des prix est devenue une stabilité des prix au cours de 2004 et de 2005. En Corée, la croissance économique accélère en 2004 (4,6 %) par rapport à 2003 (3,1 %), sous l'effet de la poussée des exportations – qui augmentent beaucoup plus vite que les importations – et bien que la demande intérieure fasse du surplace. La Chine, pour sa part, enregistre une forte augmentation de son PIB en 2004, résultat de la croissance tant des exportations que de la demande intérieure.

1. Les données sur l'emploi, le chômage et la population active sont arrondies au millier le plus près.

2. L'indice implicite des prix des dépenses personnelles en biens et services sert à dégonfler cette variable.

3. ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE 2005. *Perspectives économiques de l'OCDE*, Paris, OCDE, vol. 77, juin.

4. ID. 2005 *Principaux indicateurs économiques*, Paris, OCDE.

Tableau 1.1

Quelques indicateurs économiques, pays du G7, 2003 et 2004

Pays		Production industrielle	Inflation	Chômage
		Variation en %		%
États-Unis	2003	- 0,1	2,3	6,0
	2004	4,2	2,7	5,5
Japon	2003	3,0	- 0,3	5,3
	2004	5,3	0,0	4,7
Allemagne	2003	0,4	1,1	9,1
	2004	3,0	1,6	9,5
France	2003	- 0,4	2,1	9,5
	2004	2,3	2,1	9,7
Italie	2003	- 0,5	2,7	8,4
	2004	- 0,7	2,2	8,0
Royaume-Uni	2003	- 0,5	2,9	4,9
	2004	0,8	3,0	4,7
Canada	2003	1,0	2,8	7,6
	2004	4,0	1,9	7,2

Source : OCDE, *Principaux indicateurs économiques*.

En Europe, le rythme de la croissance économique demeure modeste en 2004, bien qu'en hausse par rapport à 2003, sous l'effet combiné de l'appréciation de l'euro et du renchérissement du pétrole brut. Ainsi, dans les 12 pays de la zone euro, le taux moyen de croissance du PIB est de 2,1 % en 2004, contre 0,8 % en 2003, tandis que celui de la consommation privée s'établit à 1,5 % (1,4 % en 2003) et celui de l'investissement en capital fixe, à 2,3 % (0,9 % en 2003). Toutefois, l'évolution de la croissance économique varie selon les pays. Elle est plutôt soutenue en France (2,3 %), en Espagne (2,7 %) et dans quelques petits pays, alors qu'elle se fait lente notamment en Allemagne, où la faible demande intérieure contrebalance la poussée des exportations, ainsi qu'en Italie, où la perte de compétitivité des exportations devient préoccupante. Par ailleurs, le solde financier de l'ensemble des administrations publiques de la zone euro présente un quatrième déficit consécutif en 2004 (- 2,7 % du PIB) depuis l'excédent enregistré en 2000 (0,1 %). Il dépasse le seuil de 3,0 % du PIB dans cinq pays de la zone – ainsi qu'au Royaume-Uni (- 3,4 %) qui n'en fait pas partie – et 3 des 12 enregistrent un surplus. La dette brute des administrations publiques – selon la définition du traité de Maastricht – augmente en 2004 pour l'ensemble de la zone (71,3 %), et elle dépasse le seuil de 60 % du PIB, dans 7 des 12 pays, dont l'Italie (106,0 %) et la Grèce (110,5 %).

La production industrielle dans l'ensemble de l'OCDE affiche, en 2004 (4,0 %), une hausse nettement plus robuste qu'en 2003 (1,1 %), et elle se poursuit durant la première moitié de 2005. La consommation privée augmente, en 2004 (3,1 %), à un rythme plus rapide que celui de 2003 et de 2002 (2,2 %). L'investissement en capital fixe présente une croissance accélérée en 2004 (5,3 %), comparativement à 2003 (2,3 %) et aux deux reculs consécutifs observés en 2002 (- 1,8 %) et en 2001 (- 1,3 %).

Sur les marchés de change, le dollar américain se déprécie en 2004 par rapport à l'euro (- 9,0 %) et il continue de le faire jusqu'en mars 2005, après quoi il regagne quelque peu de terrain. Il se déprécie également face à la livre sterling (- 10,8 %), mais il se redresse à partir d'avril 2005. Enfin, la dépréciation observée en 2004 par rapport au yen japonais (- 6,7 %) et au dollar canadien (- 7,1 %) prend fin en mars 2005, mais la remontée subséquente est plus marquée face au yen qu'au huard.

L'économie états-unienne

Aux États-Unis, le PIB atteint 11 734,3 milliards de dollars américains en 2004, soit une hausse nominale de 7,0 %. En termes réels, le taux de croissance est de 4,2 % en 2004, comparativement à 2,7 % en 2003. L'économie de ce pays progresse en particulier au quatrième trimestre 2004 (4,0 % en taux annualisé) et sa croissance se maintient bien au-dessus de 3 % au cours des trois trimestres subséquents, soit jusqu'au milieu de 2005.

Dans ce contexte, les dépenses personnelles au titre des biens durables et non durables, l'investissement privé en construction résidentielle ainsi qu'en équipement et en logiciels, de même que les dépenses de l'administration fédérale au titre de la Défense, contribuent à faire progresser le PIB en 2004, comme ce fut le cas en 2003. En contrepartie, les dépenses des États et des administrations locales, l'investissement privé en construction non résidentielle et le solde du commerce extérieur contribuent à le ralentir durant ces deux années.

Tableau 1.2
Principaux indicateurs économiques,
Québec, Canada et États-Unis, 2003 et 2004

Indicateur	Québec		Canada		États-Unis	
	2003	2004	2003	2004	2003	2004
Variation en %						
Produit intérieur brut aux prix du marché (dollars constants)	2,1	2,3	2,0	2,9	2,7	4,2
Dépenses personnelles en biens et services de consommation (dollars constants)	3,3	3,2	3,1	3,4	2,9	3,9
Logements mis en chantier	18,5	16,2	6,5	6,9	8,4	5,8
Revenu personnel disponible (dollars courants)	3,8	3,7	3,9	3,7	4,3	6,1
Rémunération des salariés (dollars courants)	4,2	3,5	4,2	4,2	4,1	5,8
Indice global des prix à la consommation	2,5	1,9	2,8	1,9	2,3	2,7
Emploi total	1,6	1,7	2,3	1,8	0,9	1,1
Taux annuel (%)						
Taux de chômage	9,2	8,5	7,6	7,2	6,0	5,5
Taux préférentiel des banques	4,7	4,0	4,7	4,0	4,1	4,4

Sources : Institut de la statistique du Québec.
 Statistique Canada.
 Banque du Canada, Statistiques bancaires et financières.
 U.S. Department of Commerce, *Survey of Current Business*.

Les investissements du secteur privé en capital fixe présentent, en 2004, une croissance en nette accélération (9,7 %) par rapport à 2003 (3,6 %). Sur une base trimestrielle, la hausse enregistrée au deuxième trimestre 2004 (15,1 %) est particulièrement forte. Les dépenses en construction résidentielle croissent de 10,3 % en 2004 et celles en équipement et en logiciels, de 11,9 %. Par contre, les dépenses en construction non résidentielle progressent beaucoup plus lentement (2,2 %).

Les dépenses personnelles en biens et services de consommation augmentent de 3,9 % en 2004, en regard de 2,9 % en 2003. Les dépenses en biens durables montrent un taux de croissance (6,0 %) encore robuste, mais en décélération par rapport à celui de l'année précédente (6,6 %). Pour leur part, les dépenses en biens non durables et en services croissent de 4,7 % et de 3,0 % respectivement (3,2 % et 2,0 % en 2003).

Les dépenses des administrations publiques croissent de 2,2 % en 2004, comparativement à 2,8 % en 2003. Les dépenses en volume de l'administration fédérale (5,2 %) augmentent davantage au titre de la Défense (7,0 %) que des autres biens et services (1,8 %). Ces trois catégories de dépenses sont toutefois en baisse par rapport à 2003 (6,9 %, 8,8 % et 3,4 % respectivement). Par ailleurs, les dépenses des États et des administrations locales progressent de 0,4 % en 2004, contre 0,6 % en 2003.

Les exportations totales de biens et services en termes réels, après une hausse limitée à 1,8 % en 2003, montrent une augmentation de 8,4 % en 2004, laquelle se prolonge en 2005 sous forme d'une poussée de 13,2 % au deuxième trimestre. De leur côté, les importations totales accélèrent elles aussi leur croissance en 2004 (10,7 %) par rapport à 2003 (4,6 %), outre qu'elles maintiennent un rythme qui surpasse celui des exportations. Au-delà du quatrième trimestre 2004 (11,3 %) toutefois, les importations subissent un coup de frein qui est ressenti particulièrement au deuxième trimestre 2005 (0,5 %). Par ailleurs, les prix des importations augmentent de 5,0 % en 2004 et ceux des exportations, de 3,6 % (3,4 % et 2,1 % respectivement en 2003).

Dans ces conditions, le solde extérieur global en valeur nominale continue de se détériorer en 2004, car son déficit s'établit à - 624,0 milliards de dollars, contre - 500,9 milliards en 2003. Le solde des biens continue également d'aggraver son déficit en le faisant passer de - 559,6 milliards en 2003 à - 677,8 milliards en 2004, tandis que le solde des services présente un surplus de 53,8 milliards en 2004, en baisse par rapport à celui de 2003 (+ 58,7 milliards).

Le taux de chômage met un terme en 2004 (5,5 %) à la remontée effectuée entre 2001 (4,7 %) et 2003 (6,0 %), laquelle faisait suite à huit années consécutives de diminution, depuis le taux de 7,5 % atteint en 1992

jusqu'au creux de 4,0 % en 2000. À la suite d'un gain net de 1 516 000 postes, le nombre total d'emplois passe de 137,7 à 139,3 millions (1,1 %) en 2004, tandis que le nombre de chômeurs décroît de 325 000 et s'établit à un peu plus de 8,1 millions.

L'indice des prix à la consommation (IPC) progresse de 2,7 % en 2004, soit plus rapidement qu'en 2003 (2,3 %), tandis que l'indice implicite de prix du PIB croît plus lentement que l'IPC en 2004 (2,6 %) comme en 2003 (2,0 %), tout en accélérant sa hausse.

L'économie canadienne

Le PIB nominal, au Canada, s'élève à 1 290,2 milliards de dollars en 2004, en hausse de 6,1 %. En termes réels, sa progression est de 2,9 %, ce qui constitue une accélération en regard de celle de 2,0 % l'année précédente. Par ailleurs, la demande intérieure finale progresse de 3,9 % en termes réels (3,6 % en 2003).

La croissance de l'économie canadienne est principalement soutenue, en 2004, par les dépenses personnelles en biens semi-durables, par l'investissement en capital fixe des entreprises en construction résidentielle et en machines et en matériel, ainsi que des administrations publiques. Elle est toutefois freinée par le ralentissement des dépenses courantes des administrations publiques, par l'investissement des entreprises en construction non résidentielle et par la baisse du solde extérieur.

Les dépenses personnelles en biens et services de consommation croissent de 3,4 % en termes réels en 2004, comparativement à 3,1 % en 2003. La hausse de 2004 s'appuie surtout sur celles des biens semi-durables (5,5 %) et durables (3,1 %), puisque les biens non durables (2,3 %) et les services (3,7 %) enregistrent des hausses identiques à celles de 2003.

Le revenu personnel disponible croît de 3,9 % en 2004, soit un peu plus que les 3,7 % de 2003. Sa croissance dépasse celle de l'indice des prix à la consommation (1,9 %), comme en 2003 (2,8 %), mais par une marge nettement élargie. Pour sa part, l'épargne personnelle descend à 10,7 milliards de dollars en 2004 et sa chute (- 37,3 %) est encore plus prononcée que l'année précédente (- 28,8 %).

Les investissements en capital fixe des entreprises affichent une croissance robuste en 2003 (6,2 %) et en 2004 (6,9 %), après une hausse limitée à 0,7 % en 2002. L'augmentation annuelle observée en 2004 est attribuable principalement aux investissements en machines et en matériel (9,8 %) ainsi qu'en construction résidentielle (8,3 %). De leur côté, les investissements en construction non résidentielle (0,8 %) subissent un coup de frein par rapport à leur évolution en 2003 (5,7 %).

Le volume des dépenses courantes des administrations publiques en biens et services croît de 2,7 % en 2004, soit moins qu'en 2003 (2,9 %). Par contre, les investissements en capital fixe des administrations affichent une croissance en accélération en 2004 (4,9 %), relativement à 2003 (4,5 %).

Au cours de 2004, et essentiellement de septembre à décembre, le dollar canadien s'apprécie sensiblement par rapport au dollar américain, passant de 0,7617 \$ US en décembre 2003 à 0,8213 \$ US en décembre 2004, après quoi il se replie quelque peu, mais il remonte à 0,8492 \$ US en septembre 2005. Par rapport à l'euro, au contraire, le dollar canadien se déprécie entre décembre 2003 (1,6138 \$/€) et décembre 2004 (1,6317 \$/€), puis il atteint la cote de 1,6554 \$/€ en mai 2005. Face au yen japonais, sa valeur passe d'un peu plus de 12 \$/1000 ¥ en décembre 2003 à environ 10,9 \$/1000 ¥, tandis que, face à la livre sterling, il perd du terrain au cours de 2004 mais il en reprend de janvier à août 2005.

Le solde extérieur des biens et services diminue en termes réels par rapport à 2003, car les exportations croissent (5,0 %) plus lentement que les importations (8,1 %). En termes nominaux, la situation est inversée puisque les exportations (6,8 %) progressent plus vite que les importations (5,8 %). Dans ces circonstances, le solde extérieur nominal passe de 46,9 milliards de dollars en 2003 à 54,2 milliards en 2004. L'amélioration du solde des biens, qui passe de 57,6 à 66,1 milliards, explique à elle seule l'accroissement global, puisque le solde des services, qui s'établit à - 11,8 milliards contre - 10,7 milliards l'année précédente, se détériore.

Le taux de chômage poursuit, en 2004 (7,2 %), le repli amorcé en 2003 (7,6 %) par rapport à 2002 (7,7 %), et il tend à reculer encore davantage en 2005 (6,8 % cumulé en neuf mois). Pour sa part, le nombre de chômeurs décroît en 2004 (1 233 700) et durant les deux premiers trimestres de 2005, après avoir enregistré trois hausses de suite entre 2000 (1 083 500) et 2003 (1 288 900). Le nombre total d'emplois passe de 15 665 100 en 2003 à 15 949 700 en 2004, tandis que la création nette de 284 600 emplois (1,8 %) est inférieure à celles de 2003 (2,3 %) et de 2002 (2,4 %). La population active continue de croître en 2004, soit de 229 400 (1,4 %), et ce à son taux le plus faible depuis 1996 (1,1 %).

L'indice des prix à la consommation (1992 = 100) passe de 122,3 à 124,6, soit une hausse de 1,9 %, la plus modeste depuis 1999 (1,7 %). De son côté, l'indice implicite des prix du PIB (1997 = 100) affiche une augmentation de 3,3 % en 2003 et de 3,0 % en 2004.

Le produit intérieur brut selon les revenus

Le PIB nominal du Québec, aux prix du marché, s'accroît de 5,0 % en 2004 et il atteint 265,1 milliards de dollars, comparativement à 252,4 milliards (4,3 %) en 2003. Pour sa part, le produit intérieur net aux prix de base progresse de 5,1 % en 2004, contre 4,5 % en 2003, passant de 201,8 milliards de dollars à 212,0 milliards.

Les composantes du produit intérieur net aux prix de base

La rémunération des salariés, qui représente 51,9 % du PIB, augmente de 4,2 % en 2003 et de 3,5 % en 2004, quand elle atteint 137,5 milliards de dollars. En 2004, sa progression est inférieure à celle du PIB, par une marge plus importante qu'en 2003. Par ailleurs, la création nette de 60 800 emplois (1,7 %) surpasse à peine celle de l'année précédente (1,6 %), et le taux de chômage (8,5 %) redescend sous le seuil de 9 %, en bas duquel il se situait entre 2000 et 2002, avant la remontée de 2003 (9,1 %).

Les bénéfices des sociétés avant impôt totalisent 27,8 milliards de dollars en 2004, en hausse de 19,5 % par rapport à 2003 (- 0,8 %). Par ailleurs, le taux de profit⁵ monte à 12,0 % en 2004 (figure 1.1), en hausse par rapport à 10,7 % en 2003.

Les intérêts et les revenus divers de placement croissent de 6,9 % en 2004 et ils s'élèvent à près de 15,3 milliards de dollars. Cette augmentation est la plus importante depuis 2000 (9,4 %).

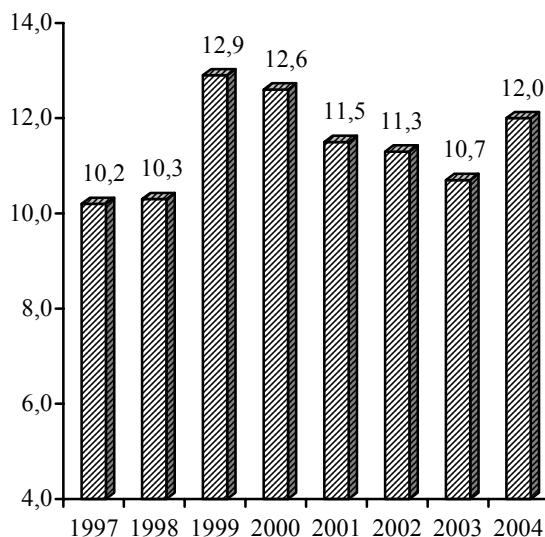
Le revenu net des entreprises individuelles non agricoles (loyers compris) s'élève à 15,4 milliards de dollars (4,8 %) en 2004, tandis que le revenu comptable net des exploitants agricoles monte à 652 millions (87,4 %).

Les impôts indirects nets sur les facteurs de production croissent, pour leur part, de 3,1 %, et ils se situent à 15,8 milliards de dollars en 2004.

Les autres composantes

Les impôts indirects nets sur les produits s'élèvent à 18,9 milliards de dollars (5,6 %) en 2004, tandis que les provisions pour consommation de capital sont de 33,7 milliards, en hausse de 4,3 % par rapport à 2003.

Figure 1.1
Taux de profit des sociétés avant impôt,
Québec, 1997-2004



L'importance relative des composantes

La rémunération des agents économiques, mesurée par le produit intérieur net aux prix de base, croît de 5,1 % en 2004 et elle constitue 80,0 % du PIB. Selon leur part relative du PIB, le rang des six grandes composantes de rémunération, en ordre décroissant, s'établit comme suit : la rémunération des salariés (51,9 %), les bénéfices des sociétés avant impôt (10,5 %), les impôts indirects nets sur les facteurs de production (6,0 %), le revenu net des entreprises individuelles non agricoles et les intérêts et les revenus divers de placement (5,8 % chacun), ainsi que le revenu comptable des exploitants agricoles (0,2 %).

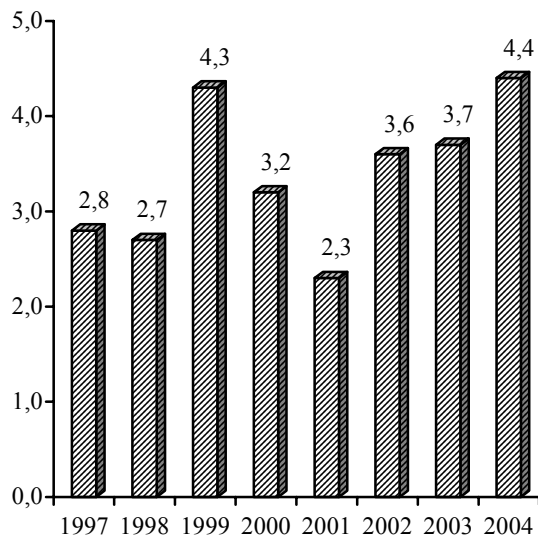
Le produit intérieur brut selon les dépenses

La demande intérieure finale

La demande intérieure finale croît de 6,2 %, passant de 251,0 milliards de dollars en 2003 à 266,5 milliards en 2004. En termes réels, l'accroissement est de 4,4 % (figure 1.2) et il se situe au-delà de celui du PIB (2,3 %) une quatrième année de suite.

5. Le taux de profit correspond au rapport entre les bénéfices des sociétés avant impôt et la demande intérieure finale, excluant les dépenses des administrations publiques en rémunération des salariés.

Figure 1.2
Taux de croissance de la demande intérieure finale, en termes réels, Québec, 1997-2004



Les dépenses personnelles de consommation

En hausse de 4,7 %, les dépenses personnelles en biens et services s'élevèrent à 157,0 milliards en dollars courants, contre 149,9 milliards en 2003. En termes réels, l'accroissement est de 3,2 % en 2004, comparativement à 3,3 % en 2003 et à 3,2 % en 2002, dans un contexte de faible progression des prix. En effet, l'indice implicite des prix du PIB progresse de 2,1 % en 2003 et de 2,7 % en 2004. De son côté, l'indice implicite des prix des dépenses personnelles en biens et services augmente de 1,4 % en 2004 et l'indice global des prix à la consommation, de 1,9 %.

En dollars courants, les dépenses en biens durables augmentent de 1,8 % en 2004 (3,3 % en 2003) et elles s'élevèrent à 22,7 milliards de dollars. Les dépenses en biens semi-durables s'accroissent de 4,5 % (3,2 % en 2003), et elles se situent à 14,0 milliards, tandis que les dépenses en biens non durables, en hausse de 5,0 % (5,4 % en 2003), atteignent 42,2 milliards. Enfin, les dépenses en services s'établissent à 78,0 milliards, en hausse de 5,4 % (5,3 % en 2003).

En termes réels, le taux de croissance des dépenses en biens durables est de 3,6 %; il s'agit d'une onzième augmentation consécutive depuis le recul de 1993 (-0,1 %). Les biens semi-durables montrent une augmentation de 5,4 %, les biens non durables, de 1,8 %, et les services progressent de 3,5 %.

Les dépenses publiques courantes

Les dépenses courantes nettes en biens et services de l'ensemble des administrations publiques passent de 55,6 milliards de dollars en 2003 à 58,3 milliards en 2004, soit une augmentation de 4,9 % (5,2 % en 2003). En termes réels, ces dépenses croissent de 2,6 % en 2002, de 2,7 % en 2003 et de 2,5 % en 2004.

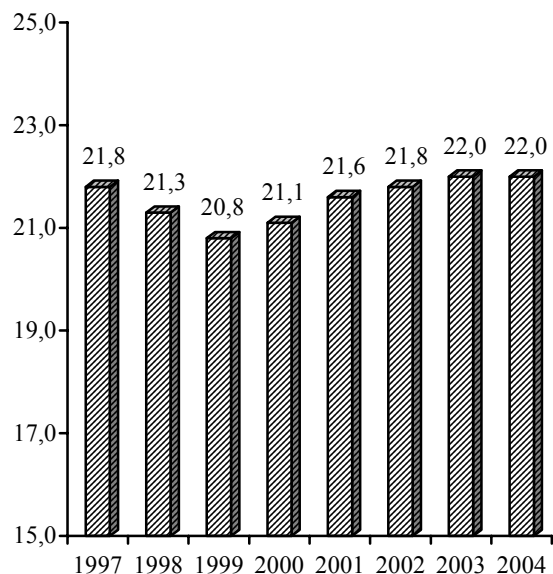
La part relative des dépenses publiques courantes nettes en biens et services dans le PIB (figure 1.3) enregistre, en 2004 (22,0 %), un très léger recul, et ce, pour la première fois depuis 1999 (20,8 %).

Les investissements des entreprises

En dollars courants, les investissements des entreprises en capital fixe augmentent de 13,9 % en 2004 et ils s'établissent à 43,8 milliards de dollars. Cette poussée fait suite à deux hausses, soit de 8,2 % en 2002 et de 7,1 % en 2003. En termes réels, après une baisse en 2001 (-1,3 %), l'investissement des entreprises affiche une croissance en accélération entre 2002 (5,6 %) et 2004 (11,8 %).

Les investissements en machines et en matériel présentent une deuxième croissance de suite, en termes réels, en 2004 (12,4 %). Les investissements en ouvrages non résidentiels augmentent, pour leur part, de 4,2 %.

Figure 1.3
Part relative des dépenses publiques courantes nettes en biens et services par rapport au produit intérieur brut aux prix du marché, Québec, 1997-2004



tandis que les investissements en bâtiments résidentiels montrent une poussée de 14,8 %, la troisième en quatre ans qui dépasse 10 %.

Les investissements publics

Les investissements des administrations publiques en capital fixe s'élèvent à 7,5 milliards de dollars en 2004, soit une hausse nominale de 6,0 %. En termes réels, ils progressent de 4,5 %, résultat net des augmentations des investissements en structures (0,2 %), mais surtout en machines et en matériel (14,6 %).

Le compte extérieur

Pour la première fois depuis 1997, le solde extérieur global du Québec est négatif en 2004. En effet, il passe graduellement d'un déficit de 303 millions de dollars en 1997 à un surplus de 7,5 milliards en 2001, en raison d'une croissance des exportations qui surpasse toujours celle des importations. À partir de 2002 toutefois, le solde se replie car les exportations progressent alors moins vite que les importations, et il devient déficitaire en 2004 (-2,2 milliards). En dollars constants, et pour la même raison, le solde global affiche aussi un surplus qui va croissant de 1998 à 2001, qui diminue en 2002 et en 2003, et qui devient un déficit en 2004.

Après un recul en 2003 (-3,0 %), les exportations totales avancent de 2,9 % en 2004 (tableau 1.3) et elles s'élèvent à 140,7 milliards de dollars, ou 53,1 % du PIB. Cette proportion va en diminuant depuis 2000 (63,0 %). En termes réels, les exportations totales augmentent de 1,2 % (-0,6 % en 2003).

Les exportations vers les autres pays s'établissent à 88,4 milliards de dollars (2,2 %) en 2004. Cette hausse résulte principalement de l'augmentation des exportations de biens (2,6 %), car les exportations de services demeurent stables. En termes réels, les variations sont de 1,0 %, de 1,2 % et de -0,4 % respectivement.

Les exportations vers les autres provinces atteignent 52,3 milliards de dollars (4,1 %) en 2004, et les exportations tant de biens (4,2 %) que de services (3,9 %) sont en hausse. En termes réels, les taux de croissance sont de 1,6 %, de 0,8 % et de 2,9 % respectivement.

Tableau 1.3

Évolution des variables du compte extérieur, Québec, 2000-2004

Variable	2000	2001	Variation en %		
			2002	2003	2004
Exportations totales	14,2	- 0,6	0,0	- 3,0	2,9
Internationales	17,1	- 3,3	- 1,8	- 6,5	2,2
Biens	17,1	- 4,2	- 2,7	- 8,0	2,6
Services	17,0	3,4	4,6	3,7	0,0
Interprovinciales	8,4	5,4	3,7	3,6	4,1
Biens	4,1	8,1	2,7	3,0	4,2
Services	16,1	0,9	5,3	4,6	3,9
Importations totales	13,2	- 2,7	2,5	- 0,7	5,2
Internationales	12,0	- 5,0	1,2	- 3,4	4,5
Biens	12,9	- 6,1	0,4	- 4,3	4,8
Services	5,2	3,5	7,3	2,7	3,1
Interprovinciales	15,5	1,8	4,8	4,0	6,2
Biens	14,4	4,6	9,4	4,5	7,6
Services	16,9	- 1,5	- 0,9	3,5	4,2

Les importations totales représentent 142,9 milliards de dollars (5,2 %) ou 53,9 % de la demande intérieure totale (60,9 % en 2000). En termes réels, la croissance est de 5,4 %, comparativement à 3,3 % en 2003 et à 1,6 % en 2002.

Les importations des autres pays, qui s'élèvent à 87,4 milliards de dollars (4,5 %) en 2004 montrent une hausse nominale aussi bien globalement qu'en matière de biens (4,8 %) ou de services (3,1 %). En termes réels, ces trois variables enregistrent des hausses de 6,8 %, de 7,0 % et de 5,7 % respectivement.

Les importations des autres provinces s'établissent à 55,5 milliards de dollars (6,2 %) en 2004 et elles présentent un accroissement nominal tant en matière de biens (7,6 %) que de services (4,2 %). En termes réels, les taux de croissance sont également positifs, soit de 3,2 %, de 3,3 % et de 3,1 % respectivement.

Les termes de l'échange⁶ globaux du Québec se détériorent chaque année, bien que lentement, à partir du pic atteint en 1995 (100,4) jusqu'en 2002 (98,3). Cette situation résulte de ce que les prix des exportations totales progressent à un rythme plus lent que les prix des importations totales durant ces huit années. Ils s'améliorent toutefois en 2003 (99,4) et atteignent un nouveau sommet

6. Les termes de l'échange correspondent au prix relatif auquel s'effectue le commerce extérieur d'un territoire. Ils sont mesurés sous forme d'indice, en divisant l'indice implicite des prix des exportations par celui des importations.

en 2004 (101,5), après deux reculs de suite des prix des importations.

Depuis le sommet atteint en 1995 (101,1), les termes de l'échange internationaux de biens – qui ont de loin le plus de poids dans les termes globaux – se détériorent graduellement jusqu'en 2002 (98,3), mais ils se redressent en 2003 (101,3) et, surtout, en 2004 (104,9). Pour leur part, les termes de l'échange internationaux de services tombent jusqu'à 88,6 lors du creux de 2002, mais ils remontent en 2003 (91,4) et en 2004 (94,0).

Les termes de l'échange de biens avec les autres provinces se détériorent constamment entre 1998 (101,0) et 2004 (97,6), à l'exception d'une remontée en 2002. Enfin, les termes de l'échange interprovinciaux de services s'améliorent régulièrement jusqu'en 2002 (101,5), mais ils se replient en 2003 (101,4) et en 2004 (101,3).

La production de biens et services

La production globale

Le PIB aux prix de base de l'ensemble des 18 activités économiques s'élève, en 2004, à 246,2 milliards en dollars courants, soit une hausse de 5,0 % par rapport aux 234,5 milliards (4,5 %) de 2003. La croissance de cet agrégat accélère en 2004 pour la troisième année de suite, soit depuis le ralentissement observé en 2001 (3,1 %).

Les activités économiques

Cinq des 18 activités économiques enregistrent une progression supérieure à celle du PIB global aux prix de base. Elles représentent 20,8 % du PIB total et les hausses les plus notables dans ce groupe sont observables dans la construction (12,8 %), l'agriculture (12,5 %) et les mines (10,3 %). Enfin, le commerce de détail (5,0 %) croît au même rythme que le total.

Les 12 autres activités affichent des taux de croissance positifs, mais inférieurs à celui de l'ensemble; elles comptent pour 73,1 % du total. Les hausses les plus significatives dans ce groupe sont celles des autres services, sauf les administrations publiques (4,9 %), des services financiers et immobiliers (4,8 %), ainsi que de l'hébergement et la restauration (4,7 %). Aucune activité n'enregistre de recul de son PIB en 2004.

Le PIB du sous-ensemble des cinq activités productrices de biens s'établit à 80,7 milliards de dollars en 2004, en hausse de 6,3 % par rapport à 2003 (2,8 %). Leur part relative (32,8 %) cesse de décroître en 2004, après trois années de repli entre 2000 (34,9 %) et 2003 (32,4 %). Par ailleurs, le PIB des 13 activités productrices de services passe de 158,6 milliards de dollars en 2003 à

165,5 milliards en 2004 (4,4 %), et leur part relative, de 67,6 % à 67,2 %.

La rémunération des salariés augmente, en 2004, globalement (3,5 %) ainsi que dans chacune des 18 activités économiques. Elle croît davantage dans l'agriculture et la foresterie (6,3 %), la construction (6,2 %), l'extraction minière, de pétrole et de gaz (5,8 %), ainsi que les soins de santé et l'assistance sociale (5,5 %). Dans les 5 activités productrices de biens, la rémunération des salariés gagne 2,1 %, et 4,0 % dans les 13 activités productrices de services.

La provenance et l'utilisation du revenu personnel

La provenance du revenu personnel

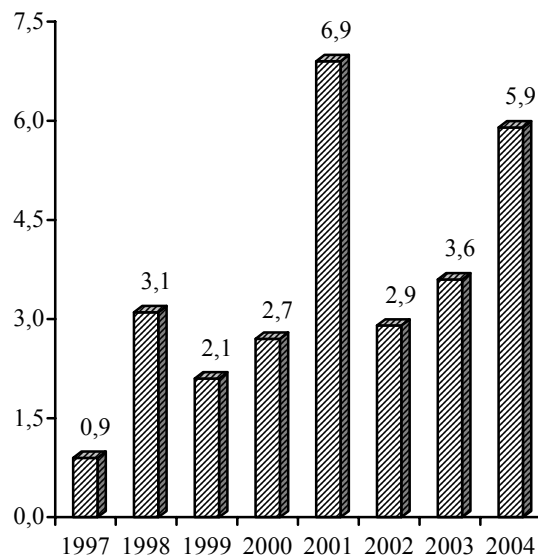
Le revenu personnel – c'est-à-dire l'ensemble des revenus avant impôt des ménages (revenus de travail, de placement ou de transfert) – s'élève à 215,4 milliards de dollars en 2004, soit une augmentation de 4,1 %, comparativement à 3,8 % en 2003 et à 2,5 % en 2002.

La rémunération des salariés s'élève à 140,6 milliards de dollars (3,5 %) en 2004 et, contrairement à 2003, elle croît moins vite que le revenu personnel. Sa part relative passe de 65,6 % du revenu personnel en 2003, à 65,3 % en 2004. Les transferts courants des administrations publiques aux particuliers – la seconde composante en importance du revenu personnel – s'élèvent de 5,9 % en 2004 et ils atteignent 33,1 milliards de dollars (figure 1.4). Les intérêts, les dividendes et les revenus divers de placement affichent une deuxième augmentation consécutive et ils atteignent 24,8 milliards (3,4 %) en 2004.

La part relative des transferts courants des administrations publiques aux particuliers passe de 15,1 % à 15,4 % du revenu personnel entre 2003 et 2004. Par ailleurs, la part des intérêts, des dividendes et des revenus divers de placement régresse de façon continue entre 2000 (13,7 %) et 2004 (11,5 %).

La contribution du revenu de travail, salarié ou autonome, se maintient au-dessus du seuil de 70 % du revenu personnel, et ce, une sixième année consécutive. Depuis 1995, cette part relative progresse régulièrement jusqu'en 2003 (72,9 %), mais elle se replie à 72,7 % en 2004. Cette évolution est surtout influencée par la montée graduelle de la part relative de la rémunération des salariés à compter de 1997.

Figure 1.4
Taux de croissance des transferts courants des administrations publiques aux particuliers, Québec, 1997-2004



L'utilisation du revenu personnel

La répartition du revenu personnel entre ses principales utilisations montre, en 2003, un gain des dépenses personnelles en biens et services, et des transferts aux administrations publiques, ainsi qu'un recul de l'épargne personnelle. En effet, la part relative des transferts passe de 25,6 % en 2000 à 23,9 % en 2002 et en 2003, puis elle remonte à 24,2 % en 2004; ces transferts représentent 52,2 milliards (5,3 %) en 2004. Par ailleurs, la part relative des dépenses en biens et services progresse régulièrement entre le creux enregistré en 2001 (69,9 %) et 2004 (72,9 %), tandis que la part de l'épargne personnelle rétrécit constamment entre 1993 (9,2 %) et 2004 (1,6 %), malgré un redressement temporaire en 2000 (2,8 %) et en 2001 (3,5 %).

Le revenu personnel disponible

Le revenu personnel disponible, soit le revenu personnel diminué des transferts courants versés par les particuliers aux administrations publiques (dont les impôts directs), s'élève à 163,3 milliards de dollars en 2004, ce qui représente une hausse de 3,7 %. Toutefois, le taux de croissance obtenu en tenant compte de l'évolution des prix⁷ (figure 1.5) est de 2,3 % en 2004. Ce taux est supérieur à celui de 2003 (2,2 %).

Le produit des impôts directs des particuliers atteint 34,9 milliards de dollars (6,0 %) en 2004. Il présente une deuxième hausse de suite, après avoir connu,

en 2002 (-5,8 %), sa première diminution depuis 1993 (-0,8 %). À partir de ce recul, la croissance de cette variable tend à accélérer jusqu'en 2000 (10,8 %), après quoi survient un coup de frein en 2001 (0,04 %).

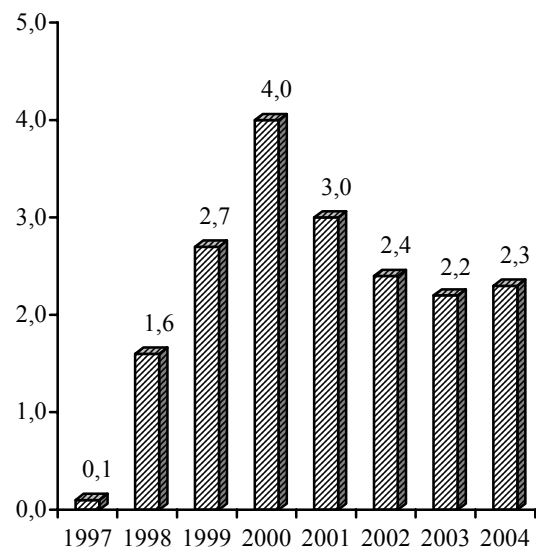
L'épargne personnelle

L'épargne personnelle représente 3,4 milliards de dollars en 2004 (-28,4 %), et le taux d'épargne correspond à 2,1 % du revenu personnel disponible. L'épargne et le taux d'épargne présentent ainsi leur plus bas niveau de toute la période débutant en 1981.

Les recettes et les dépenses courantes du secteur public

Les recettes totales de toutes les administrations publiques s'élèvent à 105,8 milliards de dollars en 2004, en hausse de 5,2 %, tandis que les dépenses courantes totales – excluant les transferts entre les gouvernements – atteignent 111,6 milliards (4,2 %). Ainsi, le déficit des administrations publiques au Québec, sur la base des comptes économiques, s'établit à 5,9 milliards en 2004, comparativement à 6,6 milliards en 2003. Ce déficit cesse de s'aggraver en 2004, après s'être résorbé de façon continue depuis le creux historique de 1993 (-20,6 milliards) jusqu'en 2000 (-572 millions), et s'être replié de nouveau entre 2001 et 2003.

Figure 1.5
Taux de croissance du revenu personnel disponible, en termes réels, Québec, 1997-2004



7. L'indice implicite des prix des dépenses personnelles en biens et services sert à dégonfler le revenu personnel disponible.

Les sources de recettes

Le produit des impôts directs des particuliers totalise 34,9 milliards de dollars en 2004, en hausse de 6,0 %, comparativement à 32,9 milliards (2,3 %) en 2003. La part relative de ces impôts dans les recettes totales est de 31,2 % en 2004, contre 31,1 % en 2003. Les impôts directs des particuliers perçus par l'administration fédérale augmentent de 6,4 % en 2004 (2,5 % en 2003), et ils représentent 40,6 % de ses recettes, tandis que ceux que perçoit l'administration provinciale croissent de 5,6 % (2,2 % en 2003) et constituent 28,8 % de ses recettes. Par ailleurs, les cotisations des employeurs et des salariés au Régime de rentes du Québec atteignent 8,4 milliards en 2004, soit une hausse de 5,0 %.

Le produit des impôts indirects versés à l'ensemble des administrations publiques en 2004 – soit 36,5 % des recettes totales – augmente de 4,4 % et il s'élève à 40,8 milliards de dollars. Les impôts indirects versés à l'administration fédérale croissent de 4,3 %, ceux qui vont à l'administration provinciale, de 4,6 %, et ceux qui reviennent aux administrations locales, de 3,9 %. Ces impôts correspondent à 24,4 % des recettes de l'administration fédérale, à 35,9 % de celles de l'administration provinciale et à 48,5 % de celles des administrations locales.

La principale composante des impôts indirects perçus par l'administration fédérale – la taxe sur les produits et services (TPS) – augmente de 6,5 % en 2004. La part relative de cette taxe augmente presque chaque année, depuis son instauration en 1991 (57,8 %) jusqu'en 2004 (71,1 %). Du côté de l'administration provinciale, les deux plus importantes catégories d'impôts indirects sont la taxe sur les ventes au détail et les taxes sur la rémunération, dont les recettes croissent de 6,1 % et de 1,9 % respectivement, tandis que leur part relative est de 46,1 % et de 20,8 %. Dans le cas des administrations locales, les impôts fonciers et mobiliers génèrent 94,7 % des impôts indirects et ils progressent de 7,0 %.

Les revenus de placement des administrations publiques croissent de 6,7 % en 2004 et ils représentent un peu moins de 6,9 milliards de dollars (6,1 % du total). Les revenus de placement de l'administration fédérale diminuent de 7,3 %, ceux de l'administration provinciale croissent de 13,4 %, et ceux des administrations locales reculent de 13,6 %. Par ailleurs, les revenus de placement du Régime de rentes du Québec croissent de 8,1 % en 2004 (– 3,5 % en 2003) et ils s'établissent à 811 millions.

Les composantes des dépenses

Les dépenses courantes nettes en biens et services des administrations publiques augmentent de 4,0 % en 2004; elles s'élèvent à 58,3 milliards de dollars et représentent 50,2 % des dépenses courantes totales. La

rémunération des salariés absorbe 59,0 % de ces dépenses, le reste englobant les autres achats de biens et services : fournitures, entretien, transport, loyers, services commerciaux, etc.

Les dépenses courantes nettes en biens et services de l'administration fédérale croissent de 9,0 % et celles de l'administration provinciale, de 3,7 %. Dans ce dernier cas, l'augmentation d'ensemble englobe l'évolution des dépenses des secteurs de la santé et des services sociaux (5,2 %) et de l'éducation (3,0 %), ainsi que du Régime de rentes du Québec (– 17,6 %). Par ailleurs, les dépenses courantes nettes des administrations locales progressent de 4,8 %, ce qui englobe la hausse des dépenses des commissions scolaires (3,3 %) et des autres administrations locales (6,6 %). La répartition de ces dépenses entre les salaires et les autres achats de biens et services diffère selon l'administration, comme le montre la part relative des salaires dans les dépenses courantes nettes en biens et services des administrations fédérale (52,8 %), provinciale (59,1 %) et locales (62,6 %).

Les transferts courants versés aux particuliers totalisent 33,1 milliards de dollars en 2004, en hausse de 5,9 % par rapport à 2003. Leur part relative dans les dépenses courantes totales (28,5 %) est en hausse par rapport à 2003 (28,0 %).

Les transferts courants versés aux particuliers par l'administration fédérale croissent de 4,4 % (3,1 % en 2003), et ils s'élèvent à 16,1 milliards de dollars en 2004, soit 36,5 % de ses dépenses courantes. Deux de ces 10 transferts constituent à eux seuls 70,4 % du total : les prestations d'assurance-emploi (24,0 %) qui augmentent (1,2 %) une quatrième fois de suite – après un reflux continu entre 1992 et 2000 – et les prestations de la sécurité de la vieillesse (46,4 %) qui progressent (3,8 %) d'année en année. L'administration provinciale verse des transferts de 9,2 milliards (7,8 %) en 2004. L'aide sociale dans son ensemble (maintien du revenu et autres) constitue 28,7 % de ce total, et les paiements à ce titre totalisent 2,6 milliards (0,1 %) après une troisième augmentation de suite. L'indemnisation des accidentés du travail (15,2 % du total) augmente de 2,0 % en 2004, les subventions aux associations de bienfaisance (20,2 %), de 6,2 %, et les transferts divers (35,9 %) augmentent de 19,2 %.

Le Régime de rentes du Québec verse 7,5 milliards de dollars en prestations en 2004, soit 6,7 % de plus qu'en 2003, et celles-ci représentent 22,6 % de tous les transferts des administrations publiques aux particuliers. Une cinquième année d'affilée, le Régime de rentes du Québec enregistre une épargne positive; celle-ci s'établit à 1,6 milliard de dollars en 2003 et en 2004, et elle surpasse une troisième fois le sommet de 933 millions enregistré en 1982.

Les paiements d'intérêt sur la dette de l'ensemble des administrations publiques s'élèvent à 18,6 milliards de dollars (-1,6 %) en 2004, comparativement à 18,9 milliards (-0,8 %) en 2003. Ils constituent 16,0 % des dépenses courantes totales, soit la part la moins élevée depuis 1981 (17,0 %). La part relative de cette composante dans les dépenses courantes de l'administration fédérale est de 17,6 % en 2004, dans celles de l'administration provinciale, de 14,8 %, et dans celles des administrations locales, de 6,8 %.

Les comptes satellites

L'agriculture

En 2004, la valeur ajoutée brute aux prix du marché de la production agricole au Québec s'élève à 2,1 milliards de dollars, soit 16,4 % de plus qu'en 2003 quand elle avait atteint 1,8 milliard. Par ailleurs, la valeur ajoutée nette aux coûts des facteurs est de 1,9 milliard en 2003 et de 2,2 milliards (13,2 %) en 2004. De cette dernière somme, 32,7 % va à la rémunération des salariés (familiaux ou non familiaux) et le reste (67,3 %) constitue l'excédent net d'exploitation.

En soustrayant de l'excédent net d'exploitation (1,5 milliard en 2004) les frais divers de loyer et d'intérêt, on obtient le revenu net total, qui s'élève à 867 millions en 2004, dont 598 millions se rattachent aux exploitations indépendantes.

Le tourisme

Au Québec en 1998, la dernière année pour laquelle l'information est disponible, l'ensemble des activités touristiques ont généré une valeur ajoutée totale de 3,9 milliards de dollars, soit 2,1 % du PIB total de l'économie québécoise, et donné du travail à 104 300 personnes, ou 3,2 % de l'emploi total. Le PIB des activités touristiques correspond à 37 200 \$ par emploi, en regard de 56 500 \$ pour les activités non touristiques et de 55 900 \$ pour l'ensemble de l'économie.

L'hébergement et la restauration comptaient, en 1998 pour 33,2 % du PIB aux prix de base du total des activités touristiques et pour 46,7 % de l'emploi total desdites activités. Suivaient, respectivement, le transport (27,0 % et 16,9 %), les agences de voyages (9,3 % et 6,5 %) ainsi que les loisirs et les spectacles (7,2 % et 8,0 %). Par ailleurs, les activités touristiques des branches non touristiques comptaient pour 23,3 % du PIB aux prix de base et 22,0 % de l'emploi total des activités touristiques. Enfin, le solde touristique global du Québec (exportations moins importations) était estimé à - 522,4 millions de dollars en 1998.